

*Subsides*

**M. Neil:** C'était très intéressant, monsieur le ministre, mais il n'empêche que l'on a réalisé des bénéfices et qu'il ne semble pas que ce soient les producteurs qui en aient profité.

Une courte question. Le ministre connaît la Caisse d'urgence des terres des Prairies, qui dispose de quelque \$9,066,000 fournis par les producteurs. Il connaît les besoins en matière de recherche. On lui a donné la possibilité d'utiliser cet argent pour la recherche, et je me demande quelle est sa position. Chaque jour, les producteurs perdent \$3,500 d'intérêt.

**M. Whelan:** Monsieur le président, le député sait qu'en principe, je suis d'accord avec ce qu'il propose. Je l'ai dit avant de prendre mon congé sabbatique. Ma foi, je n'ai pas changé d'avis là-dessus. Je crois que ces fonds devraient être destinés aux agriculteurs de l'Ouest à des fins de recherche dans l'Ouest. Le député sait aussi bien que moi que nous pourrions également utiliser ces 9 millions de dollars. Nous nous sommes un peu disputés quand nous nous sommes demandés si nous ne devrions pas constituer un comité pour administrer ces fonds, et ainsi de suite. Toutefois, nous sommes disposés à agir très rapidement à ce sujet. Reste à voir si nous pourrions nous entendre avec le député ou s'il pourra accepter mon projet de loi quand la Chambre en sera saisie, mais nous travaillerons pour le plus grand bien des agriculteurs à ce sujet, je le sais.

**M. Riis:** Monsieur le président, je dois dire que les derniers propos du ministre sont très intéressants. Je présume que nombre d'entre nous de ce côté-ci de la Chambre sont devenus partisans convaincus des congés sabbatiques, et je l'encourage certes à continuer d'en prendre.

● (1920)

Le sujet que nous étudions ce soir est un des plus intéressants que j'aie lus dans le *hansard* et sur lequel j'aie médité depuis longtemps. Il nous concerne tous de très près. Il concerne tous les humains qu'ils soient jeunes ou vieux, riches ou pauvres, qu'ils vivent dans l'Ouest du Canada ou ailleurs dans le monde. Plus que jamais nos concitoyens se demandent bien ce que l'avenir leur réserve quand ils voient les tendances actuelles de l'agriculture, de la production alimentaire et la conjoncture dans tout le domaine de l'alimentation.

Bien des gens s'interrogent sur le rôle du Canada dans ce secteur. On entend beaucoup parler du pouvoir pétrolier, du pouvoir nucléaire et du pouvoir de l'agro-alimentaire. Tout ce secteur présentera de plus en plus d'intérêt pour nous au fur et à mesure que nous contribuerons davantage à nourrir la population mondiale.

Depuis des années, le Canada peut s'enorgueillir de ses réalisations dans le domaine de la recherche et du développement. Les travaux de recherche lancés dans notre pays ont servi de porte-flambeau dans de nombreux domaines. De nombreux inventeurs et chercheurs canadiens sont connus dans le monde entier pour leurs travaux sur l'agriculture. A l'heure actuelle, l'enveloppe budgétaire de la recherche et du développement agricoles est inférieure ce qu'elle était dans le passé. Il est important que le Canada suive les progrès dans ce domaine en évolution constante dans lequel bien des gens de par le monde font des recherches sur les nouvelles variétés de grain,

sur les nouveaux modes de production du bœuf et sur la pousse des légumes. Il est important que le gouvernement s'engage à consacrer des crédits à la recherche et au développement dans ce domaine, non pas pendant deux ou cinq ans mais pendant 25 ans. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là qu'on pourra l'annoncer aux chercheurs et qu'on pourra dire aux jeunes de suivre des cours dans nos établissements d'enseignement pour participer aux activités futures de recherche.

Voici la question que je voudrais poser au secrétaire parlementaire. Le ministère de l'Agriculture est-il disposé à allouer plus de crédits à la recherche scientifique dans ce domaine que ceux dont ce secteur dispose aujourd'hui? Le gouvernement est-il d'accord pour dire: «oui, c'est dans l'intérêt du Canada et de l'avenir de son agriculture; nous allons donc nous engager à augmenter le budget de la recherche scientifique agricole»?

[Français]

**M. Ostiguy:** Monsieur le président, pour répondre à la question de l'honorable député d'en face sur les programmes de recherche, je voudrais dire que par le biais de tous les programmes de recherche, quels que soient ces programmes qui sont mis de l'avant au niveau du gouvernement canadien, le ministère de l'Agriculture aura définitivement sa part, comme on a pu le constater cette année, puisque le budget qui était de 140 millions est maintenant de 150 millions de dollars. Alors dans les prochains programmes de recherche, et je parle au niveau de tous les services de tous les ministères du gouvernement, Agriculture Canada ira définitivement chercher sa part du gâteau.

[Traduction]

**M. Riis:** Monsieur le président, lorsque l'on considère le coût du matériel scientifique et la poussée de l'inflation, on s'aperçoit que le gouvernement n'a ajouté que peu de crédits—quand il l'a fait—aux budgets des années passées, et que, de l'avis de tous les gens qui travaillent dans le secteur agricole, ces crédits additionnels sont nettement insuffisants. Je voudrais que mon intervention soit perçue comme une critique constructive et j'espère que le secrétaire parlementaire et le ministre étudieront sérieusement la possibilité d'accroître le financement dans ce domaine crucial.

Le ministre doit fournir une orientation. Comme dans de nombreux secteurs gouvernementaux, on note un manque de direction. Dans le domaine de l'agriculture, on a vu la disparition des terres de premier ordre et l'emprise croissante d'un monopole en matière de production et de distribution des aliments. En un sens, cela reflète la dépendance croissante des Canadiens vis-à-vis des producteurs et fournisseurs étrangers dans le secteur alimentaire. Ce qui nous manque, c'est une politique de production et d'achat chez nous. Le secrétaire parlementaire est-il en mesure de nous dire que son ministère est prêt à prendre fermement position en faveur d'une telle politique et de s'engager à encourager la production et l'achat de produits canadiens?